



COMPRENDRE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

Table des matières

Introduction	3
La propriété intellectuelle	3
Les deux branches de la propriété intellectuelle	4
Le droit d'auteur	4
La propriété industrielle	4
Les brevets d'invention	5
Les modèles d'utilité	9
Les dessins et modèles industriels	10
La propriété intellectuelle et les circuits intégrés	12
Marques	13
Noms commerciaux	15
Indications géographiques	16
Protection contre la concurrence déloyale	17
Rôle de l'OMPI	17
Protection de la propriété industrielle : instruments et arrangements internationaux administrés par l'OMPI	20
Informations complémentaires	22

Introduction

Cette brochure constitue une introduction à la propriété industrielle destinée aux profanes et aux nouveaux arrivants dans ce secteur. Elle explique les principes qui constituent le fondement des droits de propriété intellectuelle avec des termes du langage courant. La brochure décrit les formes les plus fréquentes de la propriété industrielle, notamment les brevets et les modèles d'utilité pour les inventions, les dessins et modèles industriels, les marques et les indications géographiques. Elle présente aussi les moyens dont disposent les créateurs pour demander la protection de leurs droits de propriété industrielle.

La brochure ne donne pas d'indications juridiques ou administratives sur la procédure à suivre, par exemple pour demander la délivrance d'un titre de protection ou régler un problème d'atteinte à des droits de propriété industrielle, mais ces informations peuvent souvent être obtenues auprès des offices nationaux de propriété intellectuelle. La partie information figurant au dos de cette brochure cite aussi quelques sites Web et publications utiles pour les lecteurs souhaitant approfondir cette question.

Une autre publication OMPI, intitulée *Comprendre le droit d'auteur et les droits connexes*, constitue une introduction au droit d'auteur présentée sur le même modèle.

La propriété intellectuelle

La législation sur la propriété industrielle fait partie du large secteur juridique de la propriété intellectuelle, qui vise d'une manière générale les œuvres de l'esprit. Les droits de propriété intellectuelle protègent les intérêts des créateurs en leur conférant des droits sur leurs œuvres.

La *Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle* (1967) n'a pas pour objet de définir la propriété intellectuelle mais énonce la liste ci-après d'objets protégés par des droits de propriété intellectuelle :

- les œuvres littéraires, artistiques et scientifiques;
- les interprétations des artistes interprètes et les exécutions des artistes exécutants, les phonogrammes et les émissions de radiodiffusion;
- les inventions dans tous les domaines de l'activité humaine;
- les découvertes scientifiques;
- les dessins et modèles industriels;
- les marques de fabrique, de commerce et de service, ainsi que les noms commerciaux et les dénominations commerciales;

- la protection contre la concurrence déloyale; et
- tous les autres droits afférents à l'activité intellectuelle dans les domaines industriel, scientifique, littéraire et artistique.

La propriété intellectuelle porte sur des éléments d'information ou de savoir qui peuvent être incorporés dans des objets tangibles, dans un nombre illimité d'exemplaires, au même moment et en plusieurs endroits du monde entier. La propriété ne vise pas ces exemplaires mais l'information ou le savoir qu'ils contiennent. Les droits de propriété intellectuelle se caractérisent aussi par certaines limitations, telles qu'une durée limitée dans le cas du droit d'auteur et des brevets.

C'est dans la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle* de 1883 et dans la *Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques* de 1886 qu'a été reconnue pour la première fois l'importance de la protection de la propriété intellectuelle. Ces deux traités sont administrés par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Les pays ont généralement adopté une législation sur la propriété intellectuelle pour deux raisons. Tout d'abord, pour donner une forme légale au droit moral et aux droits patrimoniaux des créateurs sur leurs œuvres ainsi qu'au droit du public d'accéder à ces œuvres. Ensuite, pour promouvoir la créativité ainsi que la diffusion et l'application des résultats qui en découlent et pour encourager le libre-échange, qui contribuerait au développement économique et social du pays.

Les deux branches de la propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle est généralement divisée en deux secteurs : la propriété industrielle et le droit d'auteur.

Le droit d'auteur

Le droit d'auteur vise les créations artistiques, telles que les poèmes, les romans, la musique, les peintures et les œuvres cinématographiques. Dans la plupart des langues européennes autres que l'anglais, le droit d'auteur est désigné par les "droits de l'auteur". L'expression *droit d'auteur* vise l'acte fondamental qui, en ce qui concerne les créations littéraires et artistiques, ne peut être effectué que par l'auteur ou avec son autorisation. Il s'agit de la réalisation de copies de l'œuvre littéraire ou artistique, par exemple d'un livre, d'une peinture, d'une sculpture, d'une photographie ou d'un film. La seconde expression, les *droits de l'auteur*, vise la personne qui a créé l'œuvre artistique, son auteur, soulignant ainsi le fait, reconnu par de nombreuses législations, que l'auteur détient certains droits

spécifiques sur son œuvre, tel que le droit d'empêcher une reproduction déformée, qu'il est le seul à pouvoir exercer, tandis que d'autres droits, comme le droit de réaliser des copies, peuvent être exercés par des tiers, par exemple un éditeur auquel il a concédé une licence à cet effet.

La propriété industrielle

La large portée de l'adjectif "industrielle" ressort clairement de la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle* (article 1.(3)) : " La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple : vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines."

La propriété industrielle prend des formes très variées dont les principaux exemples sont présentés dans cette brochure. Il s'agit notamment des brevets protégeant les inventions et des dessins et modèles industriels, qui sont des créations esthétiques définissant l'apparence de produits industriels. La propriété industrielle couvre aussi les marques de produits, les marques de services, les schémas de configuration de circuits intégrés, les noms commerciaux et les désignations commerciales ainsi que les indications géographiques, et la protection contre la concurrence déloyale. Parfois, l'élément de création intellectuelle, bien que présent, est défini moins clairement. L'aspect important est que la propriété industrielle porte généralement sur des signes transmettant des informations, notamment aux consommateurs, sur les produits et services proposés sur le marché. La protection vise à lutter contre l'utilisation non autorisée de ces signes pouvant induire les consommateurs en erreur et les pratiques trompeuses en général.

Les brevets d'invention

La plupart des lois sur la protection des inventions ne définissent pas véritablement la notion d'invention. Toutefois, un certain nombre de pays définissent les inventions comme de nouvelles solutions à des problèmes techniques. Le problème peut être nouveau ou ancien mais la solution, pour mériter le nom d'invention, doit être nouvelle. Le simple fait de découvrir quelque chose qui existe déjà dans la nature, comme une variété végétale jusque-là inconnue, n'est pas une invention. L'intervention de l'homme est requise. Ainsi, le processus d'extraction d'une nouvelle substance d'une plante peut constituer une invention.

Il ne s'agit pas nécessairement de quelque chose de complexe. Le point essentiel est qu'une invention doit résoudre un problème " technique " existant. Des solutions nouvelles sont, par nature, des idées et elles sont protégées en tant que telles. Cette protection des inventions en vertu du droit des brevets ne nécessite pas la représentation matérielle de l'invention.

Les brevets, aussi appelés brevets d'invention, représentent le moyen le plus répandu de protéger les droits des inventeurs. En résumé, un brevet est le droit conféré à un inventeur par un État, ou un office régional agissant au nom de plusieurs États, qui autorise l'inventeur à empêcher toute autre personne d'exploiter son invention à des fins commerciales, pour une durée limitée qui est généralement de 20 ans. En conférant un droit exclusif, les brevets constituent des mesures d'incitation pour les particuliers et leur permettent d'obtenir une reconnaissance de leur créativité et une récompense matérielle pour leurs inventions commercialisables. Ces mesures d'incitation encouragent l'innovation qui, à son tour, contribue à l'amélioration constante de la qualité de vie des personnes. En contrepartie de ce droit exclusif, l'inventeur doit divulguer l'invention brevetée au public de manière appropriée, afin que d'autres personnes puissent acquérir ce nouveau savoir puis améliorer la technologie. La divulgation de l'invention constitue donc un élément essentiel de toute procédure d'obtention d'un brevet. Le système des brevets est conçu de façon à établir un équilibre entre les intérêts des inventeurs et du public.

Le mot brevet, ou le titre de brevet, vise aussi le document délivré par l'autorité compétente. Pour obtenir un brevet d'invention, l'inventeur ou l'entité pour laquelle il travaille présente une demande à l'office national ou régional des brevets. Dans la requête, il doit décrire l'invention de façon détaillée et la comparer avec les technologies déjà existantes dans le même domaine afin de démontrer sa nouveauté.

Toutes les inventions ne sont pas brevetables. En général, la loi exige qu'une invention remplisse les critères ci-après, appelés critères ou **conditions de brevetabilité** :

- *Utilité.* L'invention doit avoir une utilité pratique ou pouvoir faire l'objet d'une certaine forme d'application industrielle.
- *Nouveauté.* Elle doit comporter une caractéristique nouvelle qui ne fait pas partie du fonds de connaissances existantes dans le domaine technique concerné (désigné par l'expression "**état de la technique**").

■ *Non-évidence.* L'invention doit impliquer une activité inventive, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être évidente pour une personne ayant une connaissance moyenne du domaine technique considéré.

■ *Objet brevetable.* L'invention doit entrer dans le cadre des objets brevetables tel qu'il est défini par le droit national. Ce cadre varie d'un pays à l'autre. De nombreux pays excluent des objets tels que les théories scientifiques, les méthodes mathématiques, les variétés végétales ou animales, les découvertes de substances naturelles, les méthodes de traitement médical (par opposition aux produits médicaux) et toute invention dont l'exploitation commerciale est exclue par l'ordre public, les bonnes mœurs ou la santé publique.

Les conditions de nouveauté et d'activité inventive (non-évidence) doivent être remplies à une certaine date, en général celle du dépôt de la demande. Il existe une exception à cette règle, le **droit de priorité** d'un déposant, régie par la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle*. Cette exception ne s'applique qu'aux demandes effectuées dans des pays parties à la Convention de Paris. Le droit de priorité signifie que, lorsqu'il a déposé une demande dans un pays partie à la Convention de Paris, le déposant (ou son ayant droit) peut, dans un délai déterminé, demander la protection de la même invention dans tout autre pays partie à cette convention. Ces demandes ultérieures seront considérées comme ayant été déposées à la même date que la première demande.

Par exemple, si un inventeur dépose d'abord une demande de protection par brevet au Japon, puis une deuxième demande, pour la même invention, en France, il suffit que les conditions de non-évidence aient été remplies à la date de dépôt de la demande japonaise. En d'autres termes, la demande ultérieure, en France, acquiert une priorité sur d'autres demandes portant sur la même invention déposées par d'autres déposants entre les dates de dépôt des première et deuxième demandes par l'inventeur. Le droit de priorité est subordonné au respect d'un délai n'excédant pas 12 mois entre ces deux dates.

On distingue habituellement les inventions portant sur des produits et les inventions portant sur des procédés. La création d'un nouvel alliage est un exemple d'invention de produit. L'invention d'une nouvelle méthode ou d'un nouveau procédé de fabrication d'un alliage nouveau ou connu est une invention de procédé. Les brevets correspondants sont généralement désignés par les termes **brevet de produit** et **brevet de procédé** respectivement.

On appelle la personne à laquelle un brevet est concédé le *titulaire du brevet*. Lorsqu'un brevet a été délivré pour un pays donné, toute personne souhaitant exploiter l'invention à des fins commerciales dans ce pays doit obtenir l'autorisation du titulaire du brevet. En principe, quiconque exploite une invention brevetée sans l'autorisation du titulaire du brevet commet un acte illégal. La protection est conférée pour une durée limitée qui est en général de 20 ans. À l'expiration du brevet, la protection prend fin et l'invention entre dans le domaine public. Le titulaire du brevet ne détient plus de droits exclusifs sur l'invention qui devient alors accessible aux tiers à des fins d'exploitation commerciale.

Les droits conférés par un brevet ne sont pas décrits dans le brevet proprement dit. Ils sont énoncés par la loi sur les brevets du pays dans lequel le brevet est délivré. Le titulaire du brevet détient généralement les **droits exclusifs** suivants :

- dans le cas d'un brevet de produit, le droit d'empêcher les tiers, en l'absence de consentement du titulaire du brevet, de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer à ces fins le produit;
- dans le cas d'un brevet de procédé, le droit d'empêcher les tiers d'appliquer le procédé en l'absence de consentement du titulaire et d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer à ces fins les produits qui ont été obtenus directement par ce procédé.

Le titulaire du brevet ne se voit pas conférer un droit légal d'exploiter sa propre invention, mais plutôt un droit légal d'empêcher les tiers de l'exploiter à des fins commerciales. Il peut donner son accord, ou concéder une **licence**, à des tiers en vue de l'exploitation de l'invention selon des conditions mutuellement convenues. Le titulaire du brevet peut aussi vendre son droit sur l'invention à quelqu'un d'autre qui devient alors le nouveau titulaire du brevet.

Il existe certaines exceptions au principe selon lequel une invention brevetée ne peut pas être légalement exploitée sans l'autorisation du titulaire du brevet. Ces exceptions prennent en considération l'équilibre entre les intérêts légitimes du titulaire du brevet et ceux du public. Les lois sur les brevets peuvent prévoir des cas dans lesquels une invention brevetée peut être exploitée sans l'autorisation du titulaire du brevet, par exemple par le gouvernement ou en son nom, dans l'intérêt du public, ou sur la base d'une licence obligatoire.

Une **licence obligatoire** est une autorisation d'exploiter l'invention qui est donnée par une autorité gouvernementale. Généralement, ce type de licence n'est concédé que dans des cas très spéciaux, définis par la loi, et seulement lorsque l'entité souhaitant exploiter l'invention brevetée n'est pas en mesure d'obtenir l'autorisation du titulaire du brevet. Les conditions concernant la concession de licences obligatoires sont réglementées de façon détaillée par les lois applicables. La décision de concéder une licence obligatoire doit prévoir une rémunération adéquate du titulaire du brevet. Cette décision peut faire l'objet d'un appel.

Les modèles d'utilité

Bien que n'ayant pas une portée aussi large que les brevets, les modèles d'utilité servent aussi à protéger des inventions.

Les modèles d'utilité sont prévus par la loi dans plus de 30 pays ainsi que par les accords régionaux de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) et de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). De plus, certains pays tels que l'Australie et la Malaisie prévoient des titres de protection appelés **brevets d'innovation**, similaires à des modèles d'utilité. Dans d'autres pays, comme Hong Kong, l'Irlande et la Slovaquie, il existe des brevets de courte durée équivalant aux modèles d'utilité.

L'expression "modèle d'utilité" n'est qu'un nom donné à un titre de protection pour certaines inventions, par exemple dans le domaine mécanique. Les modèles d'utilité sont généralement demandés pour des inventions techniquement moins complexes ou ayant une durée de vie commerciale courte. La procédure d'obtention de la protection pour un modèle d'utilité est généralement plus rapide et plus simple que pour un brevet. Les conditions de fond et de forme en vertu du droit applicable varient sensiblement entre les pays et les régions concernés, mais les différences entre modèles d'utilité et brevets d'invention sont généralement les suivantes :

- Les **conditions** à remplir pour l'acquisition d'un modèle d'utilité sont moins strictes que pour les brevets. Si le critère de "nouveau" doit toujours être satisfait, celui de l'"activité inventive" ou de la "non-évidence" peut être beaucoup moins strict voire absent. En pratique, la protection des modèles d'utilité est souvent demandée pour des innovations qui sont plutôt des améliorations et qui ne remplissent peut-être pas les critères de brevetabilité.

- La **durée de protection** maximale prévue par la loi pour un modèle d'utilité est généralement plus courte que celle des brevets d'invention (généralement entre 7 et 10 ans).
- Les **taxes** requises pour l'obtention et le maintien des droits sont généralement plus faibles que pour les brevets.

Les dessins et modèles industriels

Un dessin ou modèle industriel est, d'une façon générale, constitué par l'aspect ornemental ou esthétique d'un objet utile. Cet aspect peut avoir trait à la forme, au motif ou à la couleur de l'objet. Le dessin ou modèle doit être attrayant et remplir sa fonction prévue de façon efficace. De plus, il doit pouvoir être reproduit par des moyens industriels, c'est l'objectif essentiel du dessin ou modèle et c'est la raison pour laquelle il est dit industriel.

Sur le plan juridique, un dessin ou modèle industriel vise le droit conféré dans de nombreux pays, conformément à un système d'enregistrement, pour protéger les caractéristiques originales, ornementales et non fonctionnelles d'un produit résultant d'une activité de conception industrielle.

L'attrait visuel est l'un des facteurs principaux qui influencent les consommateurs dans leur préférence pour un produit plutôt qu'un autre. Lorsque les performances techniques d'un produit proposé par plusieurs fabricants sont relativement équivalentes, les consommateurs fonderont leur choix sur le prix et l'aspect esthétique. Ainsi, en faisant enregistrer leurs dessins et modèles industriels, les fabricants protègent l'un des éléments distinctifs qui déterminent le succès commercial.

En récompensant les créateurs pour leurs efforts en matière de production de nouveaux dessins et modèles industriels, cette protection juridique joue aussi un rôle d'incitation concernant l'investissement de ressources dans les activités de conception industrielle. L'un des principaux objectifs de la protection des dessins et modèles industriels est d'encourager l'aspect esthétique de la production. C'est la raison pour laquelle les lois sur les dessins et modèles industriels ne protègent généralement que ceux qui peuvent être utilisés dans l'industrie ou fabriqués à grande échelle. Cette condition d'utilité représente une différence notable entre la protection des dessins et modèles industriels et le droit d'auteur puisque les premiers ne s'appliquent qu'aux créations esthétiques.

Les dessins et modèles industriels peuvent généralement être protégés s'ils sont **nouveaux** ou **originaux**. Ils ne peuvent pas être considérés comme tels s'ils ne diffèrent pas de façon significative de dessins ou modèles connus ou de combinaison de dessins ou modèles connus.

Dans la plupart des lois existant dans ce domaine, les dessins et modèles qui sont régis uniquement par la fonction de l'objet concerné sont exclus de la protection. Si le dessin ou modèle d'un objet produit par de nombreux fabricants, tel qu'une vis, est essentiellement régi par la fonction qu'il est censé remplir, alors la protection de ce dessin ou modèle aurait pour effet d'empêcher tous les autres fabricants de produire des objets destinés à remplir la même fonction. Cette exclusion n'est pas justifiée si le dessin ou modèle n'est pas suffisamment nouveau ou inventif pour bénéficier d'une protection par brevet.

En d'autres termes, la protection juridique offerte par les dessins et modèles industriels ne concerne que le **dessin ou modèle** qui s'applique à des objets ou à des produits ou qui est incorporé dans un objet ou un produit. Cette protection n'empêche pas d'autres fabricants de produire ou de vendre des objets ou des produits similaires, tant que ces derniers n'incorporent ni ne reproduisent le dessin ou modèle protégé.

L'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel offre une protection contre l'exploitation non autorisée du dessin ou modèle dans des objets industriels. Il confère au propriétaire le **droit exclusif** de fabriquer, d'importer, de vendre, de louer ou d'offrir à la vente des objets auxquels le dessin et modèle s'applique ou dans lesquels il est incorporé.

La durée d'un droit sur un dessin ou modèle industriel varie d'un pays à l'autre. Généralement, la **durée maximale** est de 10 à 25 ans, souvent divisée en périodes au terme desquelles le propriétaire doit faire renouveler l'enregistrement pour obtenir la prolongation de la protection. Cette durée de protection relativement courte peut être liée à l'association des dessins ou modèles avec des styles de modes plus généraux, qui tendent à bénéficier d'une reconnaissance ou d'un succès plus ou moins provisoire, en particulier dans les secteurs très sensibles à la mode, tels que l'habillement ou les chaussures.

La propriété intellectuelle et les circuits intégrés

La question du type de protection à accorder à un schéma de configuration ou à la topographie d'un circuit intégré est relativement nouvelle. Bien que les composants préfabriqués des circuits électriques servent depuis longtemps à la fabrication d'équipements électriques (tels que les radios), l'intégration massive d'une multitude de fonctions électriques dans un minuscule composant n'est devenue possible qu'après que les techniques de fabrication des semi-conducteurs ont progressé. Les circuits intégrés sont fabriqués conformément à des plans ou des schémas de configuration très détaillés.

Les schémas de configuration de circuits intégrés sont des créations de l'homme. Ils sont en général le résultat d'investissements considérables, que ce soit dans le domaine du savoir-faire ou des ressources financières. Il est nécessaire de réussir à créer régulièrement de nouveaux schémas de configuration pour pouvoir réduire les dimensions des circuits intégrés existants et, partant, multiplier leurs fonctions. Plus un circuit intégré est petit, moins sa fabrication nécessite de matériel et plus son espace de logement peut être réduit. Les circuits intégrés sont utilisés dans de très nombreux produits, y compris dans des articles utilisés quotidiennement comme des montres, des téléviseurs, des lave-linge et des voitures, ainsi que dans des ordinateurs complexes et des serveurs.

S'il est vrai que créer un nouveau schéma de configuration pour un circuit intégré suppose des investissements importants, il n'en reste pas moins qu'il est possible de copier un tel schéma pour un coût très nettement moindre. Pour ce faire, il suffit de photographier chaque couche du circuit intégré et, sur la base des photographies obtenues, de confectionner un masque qui servira à reproduire et, partant, à copier le circuit intégré. C'est donc parce que le coût de la création d'un schéma de configuration est élevé et que la copie de celui-ci est relativement facile qu'il est nécessaire de prévoir une protection à cet égard.

Les schémas de configuration des circuits intégrés ne sont pas considérés comme des dessins et modèles industriels au sens des textes législatifs régissant l'enregistrement de ces dessins et modèles. C'est parce qu'ils n'ont aucune incidence sur l'apparence extérieure des circuits intégrés mais ont plutôt trait à l'emplacement physique, dans le circuit intégré, de chaque élément doté d'une fonction électronique. En outre, ces schémas ne constituent pas habituellement des inventions brevetables parce que leur création n'implique pas, d'une manière générale, une activité inventive, même si elle suppose beaucoup de travail de la part d'un spécialiste. De plus, la protection par le droit d'auteur peut ne pas

s'appliquer lorsque la législation nationale prévoit que les schémas de configuration ne peuvent pas faire l'objet d'une telle protection.

Pour trouver une parade à l'incertitude entourant la protection des schémas de configuration, le *Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés* a été adopté sous les auspices de l'OMPI le 26 mai 1989. Ce traité n'est pas encore entré en vigueur mais ses dispositions de fond ont, dans une large mesure, été incorporées par renvoi dans l'*Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC)*, qui a été conclu en 1994.

Marques

Une marque est un signe, ou une combinaison de signes, permettant de distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'une autre entreprise.

Ces signes peuvent comprendre des mots, des lettres, des chiffres, des images, des formes ou des couleurs ainsi qu'une combinaison de ces éléments. Un nombre croissant de pays prévoient aussi l'enregistrement de formes moins traditionnelles, telles que des signes tridimensionnels (comme la bouteille de Coca-Cola ou la barre chocolatée Toblerone), des signes audibles (des sons, comme le rugissement du lion qui précède les films produits par la MGM) ou des signes olfactifs (des odeurs, telles que les parfums). Mais bon nombre de pays ont fixé des limites quant à ce qui peut être enregistré en tant que marque, n'autorisant en général que les signes qui sont perceptibles visuellement ou qui peuvent être représentés graphiquement.

Une marque est un signe apposé sur des produits ou utilisé dans le cadre de la commercialisation de ceux-ci. La marque peut apparaître non seulement sur les produits eux-mêmes mais aussi sur le contenant ou sur le papier d'emballage dans lequel ces derniers sont vendus. Lorsqu'il est utilisé dans le cadre de la commercialisation des produits, le signe peut apparaître dans des publicités, par exemple dans des journaux ou à la télévision, ou dans la vitrine des boutiques où les produits sont vendus.

À côté des marques permettant d'identifier la source commerciale des produits ou des services, il existe d'autres catégories de marques. Les **marques collectives** appartiennent à une association, par exemple une association représentant des comptables ou des ingénieurs, dont les membres utilisent la marque pour mettre en évidence un certain niveau de qualité ou le respect d'autres exigences fixées

par l'association. Les **marques de certification**, telles que Woolmark, servent à respecter des normes définies mais ne supposent pas une adhésion à un groupe. Une marque utilisée en rapport avec des services s'appelle une **marque de services**. Les marques de services sont utilisées, par exemple, par des hôtels, des restaurants, des compagnies aériennes, des agences de tourisme, des agences de location de voitures, des blanchisseries et des teintureries. Tout ce qui a été dit à propos des marques s'applique aussi aux marques de services.

En bref, une marque remplit les quatre principales **fonctions** ci-dessous, qui ont un lien avec le fait de distinguer des produits ou des services, l'origine commerciale de ceux-ci, leur qualité et leur promotion sur le marché.

- **Distinguer** les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. La marque aide le consommateur à choisir les produits ou les services qu'il va acquérir. Elle aide le consommateur à identifier un produit ou service qu'il connaît déjà ou pour lequel de la publicité a été faite. Le caractère distinctif de la marque doit être évalué compte tenu des produits ou des services auxquels celle-ci s'applique. Par exemple, le terme "apple" (pomme) ou l'image d'une pomme ne permet pas de distinguer des pommes les unes des autres mais de distinguer des ordinateurs. La marque ne permet pas uniquement de distinguer des produits ou des services en tant que tels. Elle permet de les distinguer compte tenu de leur lien avec l'entreprise d'où ils proviennent.
- Renvoyer à l'entreprise précise, pas nécessairement connue du consommateur, qui a mis ces produits ou ces services sur le marché. Ainsi, la marque permet de distinguer les produits ou les services d'une **source** de produits ou de services identiques ou similaires émanant d'autres sources. Cette fonction est importante lorsqu'il s'agit de définir la portée de la protection de la marque.
- Faire référence à une qualité précise propre au produit ou au service pour lequel elle est utilisée afin que les consommateurs soient assurés de l'uniformité de la qualité des produits offerts sous cette marque. Cette fonction est habituellement dénommée **fonction de garantie** de la marque. Une marque n'est pas toujours utilisée par une seule entreprise puisque son propriétaire peut concéder des licences d'utilisation de la marque à d'autres entreprises. Il est par conséquent essentiel que les preneurs de licences respectent les *normes de qualité* imposées par le propriétaire de la marque. En outre, les entreprises commerciales utilisent souvent des marques pour des

produits qu'elles obtiennent de différentes sources. Dans ce cas, le propriétaire de la marque n'est pas responsable de la production des produits mais plutôt – et cela peut être tout aussi important – de la sélection des produits satisfaisant aux normes et exigences de qualité. Cette argumentation est étayée par le fait que, même lorsque le propriétaire de la marque est le fabricant d'un produit particulier, il peut souvent utiliser des éléments qu'il n'a pas fabriqués mais qu'il a sélectionnés.

■ Promouvoir la **commercialisation et la vente des produits**, ainsi que la commercialisation et la prestation de services. La marque ne sert pas uniquement à distinguer des produits ou des services ou à renvoyer à une entreprise précise ou encore à une qualité précise mais aussi à encourager les ventes. Toute marque appelée à remplir cette fonction doit être minutieusement choisie. Elle doit attirer le consommateur, susciter son intérêt et lui inspirer un sentiment de confiance. C'est la raison pour laquelle cette fonction s'appelle parfois la *fonction d'attraction*.

Le propriétaire d'une marque enregistrée a un **droit exclusif** sur sa marque, à savoir le droit d'utiliser la marque et d'empêcher des tiers non autorisés à utiliser la marque, ou une marque similaire prêtant à confusion, afin d'éviter que les consommateurs et le grand public ne soient induits en erreur. La durée de la protection varie mais l'enregistrement peut être renouvelé à l'infini moyennant paiement des taxes correspondantes. La protection des marques est assurée par les tribunaux qui, dans la plupart des systèmes, ont compétence pour faire cesser toute atteinte.

Noms commerciaux

Une autre catégorie de titres de propriété industrielle comprend les noms commerciaux et les dénominations. Un nom commercial est un nom ou une dénomination permettant d'identifier une entreprise. Dans la plupart des pays, les noms commerciaux peuvent être enregistrés par l'administration compétente. Toutefois, selon l'article 8 de la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle*, le nom commercial est protégé sans obligation de dépôt ou d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce. D'une manière générale, la protection signifie que le nom commercial d'une entreprise ne peut pas être utilisé par une autre entreprise en tant que nom commercial ou marque de commerce ou marque de services, et qu'un nom ou une dénomination analogue au nom commercial, s'il ou si elle est susceptible d'induire le public en erreur, ne peut pas être utilisé(e) par une autre entreprise.

Indications géographiques

Une indication géographique est un signe apposé sur des produits ayant une origine géographique particulière, qui possèdent des qualités ou une renommée dues à ce lieu d'origine.

Les produits agricoles ont le plus souvent des qualités qui proviennent de leur lieu de production et sont soumis à l'influence de *facteurs locaux* précis, tels que le climat ou le sol. Pour savoir si un signe constitue une indication, il faut se référer à la législation nationale et à la perception des consommateurs. Les indications géographiques peuvent être utilisées pour un large éventail de produits agricoles, tels que "Toscane" pour une huile d'olive produite dans une région précise de l'Italie ou "Roquefort" pour un fromage produit dans une région précise de la France.

Les indications géographiques ne sont pas utilisées uniquement pour les produits agricoles. Elles peuvent aussi mettre en valeur des qualités particulière d'un produit, dues à des *facteurs humains* propres au lieu d'origine des produits, tels qu'un savoir-faire précis ou certaines traditions. Ce lieu d'origine peut être un village ou une ville, une région ou un pays. Dans ce dernier cas, on peut citer à titre d'exemple le substantif "Suisse" ou l'adjectif "suisse", qui est souvent perçue comme une indication géographique pour des produits fabriqués en Suisse, en particulier pour les montres.

Une **appellation d'origine** est une catégorie spéciale d'indication géographique, utilisée pour des produits ayant une qualité particulière exclusivement ou essentiellement due à l'environnement géographique du lieu de fabrication de ceux-ci. La notion d'indication géographique comprend les appellations d'origine. Parmi les appellations d'origine protégées par les États parties à *l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international* figurent "Habana" pour le tabac cultivé dans la région cubaine de La Havane ou "Tequila" pour l'eau-de-vie fabriquée dans certaines régions du Mexique.

Les indications géographiques sont protégées conformément à différentes branches du droit national, telles que la législation sur la concurrence déloyale, la législation sur la protection des consommateurs, la législation sur la protection des marques de certification ou la législation spéciale sur la protection des indications géographiques ou des appellations d'origine. En bref, des tiers non autorisés ne peuvent pas utiliser une indication géographique lorsque cette utilisation est

susceptible d'induire le public en erreur quant à l'origine véritable du produit. Les sanctions applicables vont d'injonctions prononcées par les tribunaux à l'effet de faire cesser toute utilisation non autorisée jusqu'à, dans les cas graves, à des peines d'emprisonnement en passant par le versement de dommages-intérêts et le paiement d'amendes.

Protection contre la concurrence déloyale

L'article 10bis de la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle* exige de ses États membres que ceux-ci prévoient une protection de la propriété industrielle contre toute concurrence déloyale. Cet article vise les actes de concurrence contraires aux usages honnêtes de l'industrie ou du commerce. La Convention de Paris énumère les actes de concurrence déloyale dans ce domaine, à savoir :

- tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises.

La protection contre la concurrence déloyale complète la protection prévue pour les inventions, les dessins et modèles industriels, les marques et les indications géographiques. Elle est particulièrement importante pour les savoirs, les techniques ou les informations qui ne sont pas protégés par un brevet mais qui peuvent être indispensables pour parvenir à la meilleure utilisation possible d'une invention brevetée.

Rôle de l'OMPI

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est une organisation internationale qui s'emploie à faire en sorte que les droits des créateurs et des titulaires de titres de propriété intellectuelle soient protégés dans le monde entier et que, partant, les inventeurs et auteurs soient reconnus et récompensés de leur ingéniosité.

En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'OMPI constitue pour ses États membres un lieu de dialogue dans le cadre duquel ils peuvent créer et harmoniser des **règles et pratiques** visant à protéger les droits de propriété intellectuelle. La plupart des pays industrialisés sont dotés d'un système de protection vieux de plusieurs siècles. Mais de nombreux nouveaux pays ou pays en développement mettent actuellement au point leur législation sur les brevets, les marques ou le droit d'auteur et les systèmes de protection en découlant. Compte tenu de la rapidité avec laquelle le commerce s'est mondialisé au cours de la dernière décennie, l'OMPI joue un rôle fondamental dès lors qu'il s'agit de contribuer à faire en sorte que ces nouveaux systèmes progressent grâce à la négociation de traités, à une assistance juridique ou technique ou à une formation sous quelque forme que ce soit, y compris dans le domaine de l'application des droits de propriété intellectuelle.

L'OMPI fournit aussi des **systèmes d'enregistrement international** pour les brevets, les marques et les dessins et modèles industriels. Ceux-ci simplifient grandement la procédure à suivre puisqu'ils permettent de déposer simultanément une demande de protection de propriété intellectuelle dans plusieurs pays. Au lieu de devoir déposer une demande nationale dans diverses langues, les déposants, lorsqu'ils recourent à ces systèmes, déposent une demande unique, en une seule langue, et s'acquittent d'une taxe unique à ce titre. Les systèmes de protection internationale administrés par l'OMPI comprennent quatre mécanismes différents de protection des droits de propriété industrielle, à savoir :

- le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) pour le dépôt de demandes de brevet dans plusieurs pays,
- le système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques,
- le système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels,
- le système de Lisbonne concernant l'enregistrement international des appellations d'origine.

Toute personne déposant une demande de brevet ou d'enregistrement d'une marque ou d'un dessin ou modèle industriel, que ce soit au niveau national ou international, est tenue de préciser si sa création est nouvelle ou si elle appartient à un tiers ou est revendiquée par un tiers. À ces fins, le déposant doit effectuer des recherches dans une grande quantité d'informations. Quatre traités de l'OMPI

sont à l'origine des **systèmes de classement** ci-après, qui organisent l'information sur différentes branches de la propriété industrielle en structures indexées faciles à utiliser pour des recherches plus aisées :

- l'Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets,
- l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques,
- l'Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques,
- l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels.

L'OMPI dispose aussi d'un **Centre d'arbitrage et de médiation**, qui propose des services aux fins du règlement de litiges commerciaux internationaux impliquant des éléments de propriété intellectuelle et opposant des particuliers ou des entreprises privées. Ces litiges peuvent aussi bien être d'origine contractuelle (licences d'exploitation de brevets ou de logiciels, accords de coexistence de marques, accords de recherche-développement) que non contractuelle (atteinte à un brevet). Le centre est désormais aussi reconnu comme la principale institution de règlement des litiges découlant de l'enregistrement et de l'usage abusifs de noms de domaine de l'Internet.

Protection de la propriété industrielle: instruments et arrangements internationaux administrés par l'OMPI		
Instruments de protection	Objet de la protection	Arrangements internationaux pertinents
Brevets et modèles d'utilité	Inventions	<p>Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883)</p> <p>Traité de coopération en matière de brevets (1970)</p> <p>Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977)</p> <p>Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets (1971)</p> <p>Traité sur le droit des brevets (2000)</p>
Dessins et modèles industriels	Dessins et modèles industriels créés de manière indépendante, qui sont nouveaux ou originaux	<p>Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (1934)</p> <p>Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (1968)</p>
Marques, marques de certification et marques collectives	Signes et symboles distinctifs	<p>Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1891)</p> <p>Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1989)</p>

Instruments de protection	Objet de la protection	Arrangements internationaux pertinents
		<p>Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (1957)</p> <p>Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques (1973)</p> <p>Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance ou fallacieuse sur les produits (1891)</p> <p>Traité de Singapour sur le droit des marques (1994)</p>
Indications géographiques et appellations d'origine	Nom géographique d'un pays, d'une région ou d'une localité	Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international (1958)
Circuits intégrés	Schémas de configuration	Traité de Washington sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (1989)
Protection contre la concurrence déloyale	Pratiques honnêtes	Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883)

Informations complémentaires

Des informations complémentaires sur tous les aspects de la propriété industrielle, y compris des conseils détaillés sur l'utilisation des systèmes d'enregistrement international, figurent sur le site Web de l'OMPI et dans un grand nombre de publications de l'OMPI. Bon nombre de ces publications peuvent être téléchargées gratuitement.

www.wipo.int/

pour le site Web de l'OMPI

www.wipo.int/treaties

pour la version intégrale de tous les traités régissant la protection de la propriété intellectuelle

www.wipo.int/ebookshop

pour acheter des publications dans la librairie électronique de l'OMPI, par exemple:

- *Intellectual Property. A Power Tool for Economic Growth*, by Kamil Idris, publication n° 888
- *WIPO Intellectual Property Handbook : Policy, Law and Use*, publication n° 489
- *Clefs de la propriété intellectuelle: Guide destiné aux petites et moyennes entreprises exportatrices*, publication n° ITC/P163

www.wipo.int/publications

pour télécharger des publications gratuites, par exemple :

- *Créer une marque : initiation aux marques pour les petites et moyennes entreprises*, publication n° 900
- *La beauté est dans la forme : initiation aux dessins et modèles industriels pour les petites et moyennes entreprises*, publication n° 498
- *Inventer le futur : initiation aux brevets pour les petites et moyennes entreprises*, publication n° 917

Des liens vers le site Web d'offices nationaux de la propriété intellectuelle se trouvent à l'adresse suivante www.wipo.int/new/en/links/addresses/ip/index.htm.

Pour plus d'informations, veuillez contacter

l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle :

Adresse :

34, chemin des Colombettes
Case postale 18
CH-1211 Genève 20
Suisse

Téléphone:

+41 22 338 91 11

Télécopieur :

+41 22 733 54 28

messagerie électronique :

wipo.mail@wipo.int

ou le Bureau de coordination de l'OMPI à New York :

Adresse :

2, United Nations Plaza
Suite 2525
New York, N.Y. 10017
États-Unis d'Amérique

Téléphone :

+1 212 963 6813

Télécopieur :

+1 212 963 4801

messagerie électronique :

wipo@un.org

Visitez le site Web de l'OMPI :

www.wipo.int

et commandez auprès de la librairie électronique de l'OMPI :

www.wipo.int/ebookshop